
LA BITHERAPIE CORANIQUE CONTRE LE REMEDE EMPOISONNE DE L'AMNISTIE

Ahmed Benmohamed

Loin d'être la panacée parce qu'elle est mal engagée, l'« amnistie générale » que manigance actuellement la partie trop visible du pouvoir en Algérie, risque d'être un remède empoisonné.

En effet, ni le promoteur n'en est qualifié ni le contenu n'en est bien agencé.

Alors, si l'on y ajoute le soubassement politicien viscéralement lié à l'atavisme d'un pouvoir qui sait se régénérer, et les arrière-pensées copieusement servies par l'égoïsme de l'éternel putschiste, ami des généraux, et l'on a tous les composants d'un nouvel avatar de la panoplie de moyens de survie d'un système malfaiteur et inculte dont le noyau dur ne se maintient, avec associés et déchetistes, que par la force brute et la ruse.

Commençons d'abord par le promoteur. Enfin, le maître d'œuvre, puisque le maître d'ouvrage, en filigrane, c'est plus collectif. C'est systémique.

Quelle mouche a-t-elle donc piqué cette personne – si aphone durant la tragédie – pour se soucier subitement de « son » peuple meurtri, une fois le ciel un peu dégagé ? Tout le monde était pourtant de la partie : qui en parlant, qui en criant, qui en pleurant. Y compris certains étrangers qui, même en n'étant ni musulmans ni Algériens, ont fait preuve de mansuétude à l'égard de notre peuple, et de révolte contre ses assassins.

Même nos impuissantes bonnes vieilles grands-mères ont mouillé la terre si triste de nos cimetières qui continuent malheureusement à ne pas désempir. Et rappelons-nous encore le cri des sept courageux moines trappistes de Tibehirine, près de Médéa, qui, avant leur lâche assassinat, justifiaient les risques qu'ils prenaient en étant dans la gueule du loup, par leur retentissant testament : « Comment voulez-vous qu'on se taise alors que même les pierres auraient hurlé ». Mais du côté des reptiles politiques, motus !

Dans l'imaginaire populaire, un serpenteau, sans être forcément politique, c'est quelqu'un qui, sans jamais creuser son propre trou, ne passe nullement la nuit dehors. Il gagne sans coup férir. Tout en réussissant toujours à donner l'impression de tirer les marrons du... feu algérien ! Et depuis les prémices de la fausse couche, appelée indépendance...

Donc, *a priori*, avec cet encore énigmatique pardon général, il y a anguille sous roche. En tout cas, ce n'est ni aussi sain ni aussi bienveillant que cela.

D'ailleurs, pour jouer les Gandhi ou les Mandela, il faudrait être à la fois dedans – en s'impliquant vite et fort –, et au-dessus – en ayant la force spirituelle ou morale.

N'est pas conciliateur qui veut ! Même la mansuétude ne se contrefait pas : un rancunier, sans être pour autant un grand diable, ne peut pas jouer sainement les bons offices. Il aurait fallu pour cela un cheikh Sahnoun, un Benkhedda... Mais un ancien poulain des généraux, allons, allons !

Lorsqu'une personne n'arrive pas à étouffer, vingt ans après, désillusions et ressentiment, elle ne pourra pas moralement prôner le « pardon » général qui, en plus, est sans apurement juste – même couplé à une miséricorde –, des comptes entre victimes et bourreaux.

Et puisqu'il est de bon ton aujourd'hui d'oublier, pourquoi ne le ferait-on pas d'abord avec certains faux frères ? A moins que le fauteuil du Golf ne soit au-dessus des états d'âme...

Ah ! Cette blessure de la présidentielle d'avril 2004 qui ne s'oubliera peut-être jamais ! Même un César survivant, pourtant victime d'une pareille ingratitude, aurait pris en pitié Brutus. En tout cas, Chirac a déjà formellement dédouané Balladur après sa gourmandise félonne lors de la présidentielle de 1995.

Mais le grand conciliateur a poussé la caricature de la revanche jusqu'à se faire élire... président de l'appareil ayant jeté une OPA sur le FLN des *chouhada*, après l'avoir phagocyté. Une présidence mesquine qui en dit long sur la petite fibre hégémonique de son auteur. Mais c'est comme ça que le locataire temporaire d'El Mouradia « pardonne » à son naïf ancien aide de camp, à qui un clan des Tagarins a fait miroiter le fauteuil présidentiel.

Aussi, appeler au pardon procède-t-il d'une psychologie attendrissante et, surtout, respectueuse. Or, ce ne fut pas le cas en 1999 avec les invectives et les piques lancées à tout le monde à l'occasion de la promotion du fameux *wiâm madani*.

En effet, même la dignité de toute une nation fut traînée dans la boue : le peuple qui a donné une raclée vraiment historique à l'armée française était accusé de fainéantise !

Or, tous les enfants de la Nation nés sur le sol de cette patrie savent pertinemment que l'une des tares de la gestion calamiteuse de cette « autre kleptocratie » – qui a tout volé, du Palais et des villas de 1962 au *foncier pétrolier* en 2005 – est précisément de n'avoir pas réussi à faire ou à laisser travailler l'Algérien.

Etre contre-productif – en parlant à la cantonade à l'égard de ceux qui ont insulté le Peuple –, c'est justement se la couler douce, la quarantaine à peine entamée, entre les palaces helvétiques et le Golfe, avec de longues parenthèses au Club Med.

D'ailleurs, c'est aussi comme ça qu'on devient étranger à un peuple vivant entre bidonvilles et *villes bidon*, où le fait de se désaltérer quotidiennement avec de l'eau courante – comme le faisait si simplement l'homme préhistorique – ressemble, au XXI^e siècle, à une gageure ! Même Alger la blanche, dont la baie rivalise de splendeur avec celle de Rio, ne rappelle plus à ses visiteurs que la poussiéreuse Calcutta...

Le retentissant « votre fils, je ne l'ai pas dans ma poche », à l'adresse d'une mère folle affligée par la longue disparition de sa *kebda*, ne s'oublie pas. Eh oui ! La grande compassion, encore une fois, ne se décrète pas. Quand on est réellement un grand humaniste, on la respire. Comme cet oxygène qu'on promet de ne pas couper à certains islamistes après l'amnistie ! Même la France colonialiste n'en a pas fait une faveur à l'adresse des habitants d'Oujda !

Et pour boucler la boucle, une partie enjôleuse du pouvoir joue actuellement avec le feu en cherchant, sous prétexte de productivité, à faire endosser aux Kabyles, qui en sont innocents, sa propre rêverie de modifier le week-end. Pourtant, les gens du Djurdjura ne sont ni moins musulmans ni d'ailleurs plus algériens que leurs compatriotes des autres régions. Alors, rassembler par le « pardon » ou dresser bassement les uns contre les autres ?

Voilà aussi pourquoi les non-dits ne manquent pas dans cette nouvelle foire politique où presque tout le monde donne l'impression de trouver son compte. Toutefois, et à l'évidence, les enjeux semblent dépasser le retour au bercail des quelques éléments armés qui s'enlisent encore dans des maquis se dégarnissant à dessein ou par la force des choses.

Voudrait-on alors faire les yeux doux au prix Nobel de la paix ?

Ou chercherait-on à renvoyer l'ascenseur aux « généraux janviéristes » pour la dette politique qu'ils ont accordée à leur ancien poulain, devenu aujourd'hui leur protecteur, lui-même toujours apeuré, sinon méfiant et calculateur ?

Ou serait-ce, enfin, l'obsession gaullienne poussant à être au-dessus de la mêlée et, au-delà, à sauver les uns – initialement victimes –, et les autres – éternels bourreaux ?

Cela sied d'ailleurs parfaitement à ceux qui ont saisi au vol la nouvelle configuration de la donne armée en 1997 – appelée « trêve », par euphémisme, ou par honte, c'est selon – qui a été largement façonnée par les erreurs effarantes du *djebel* initial fait de vraies victimes ayant attaqué de fausses cibles, les errements du « fou maquis » et l'horreur du « faux maquis ».

Et la concorde civile aura donné la plus-value – ou la *plus-volée* – politique qui servira de pas de tir à une campagne électorale quinquennale. La médiocrité et la fadeur de la concurrence, lors du scrutin du 8 avril 2004, feront presque le reste...

Venons-en maintenant au contenu de cette amnistie.

Mal initiée et boitant psychologiquement, cette idée n'en est pas moins confuse et risque fort de se terminer en queue de poisson, si tant est qu'elle ne se transforme pas à long terme en un véritable poison sociopolitique.

Ce qui sonne d'ailleurs le plus mal dans ce projet que concocte le pouvoir, c'est cette légèreté avec laquelle l'on tente d'effacer d'un seul coup d'éponge le drame algérien, comme s'il s'agissait d'une vulgaire altercation entre des bandes de quartiers.

Et ils ont grand intérêt à se taire, ces sous-traitants du pouvoir qui osent utiliser l'euphémisme honteux de « dépassements » pour parler de la grande hécatombe des milliers et des milliers de disparus.

Les gens vraiment respectueux des droits de l'homme parlent, là-bas, de « bavure » ou de « bévue » lorsque par exemple des paires de gifles sont distribuées gratuitement dans un commissariat ou qu'un détenu est mis abusivement dans le mitard...

« Dépassements », osez-vous dire sans vergogne, vous qui, en repréailles de minables arriérés d'honoraires, avez récemment laissé végéter vos clients oranais à la prison de Serkadji – cet autre « butin de guerre » qui « enjolive » une indépendance méconnaissable qu'on doit libérer !

Hommes d'Etat, disent-ils ! Si au moins ils étaient des hommes, tout court !

Eh bien non !

L'Algérie a connu un véritable *ommicide* : tout un peuple y a souffert à des degrés différents.

Plus de 200 000 victimes, c'est insupportable !

Des milliers de disparus, c'est inoubliable !

Des dizaines de carnages, c'est impardonnable !

Des milliers de tortionnaires, c'est ineffaçable !

Des dizaines de centres de torture, c'est imprescriptible !

Et combien d'orphelins, de part et d'autre de la barrière artificielle ? Et combien de veuves ? Et combien de mères et de pères démembrés par la perte cruelle de leur progéniture ? Et le sang qui a coulé à flot ? Et les cadavres étetés ou mutilés, exposés à la vue des adultes et des petits ? Et la mer de larmes qui ont été littéralement déversées ? Et les cimetières submergés par les tombes qui n'en finissent pas aujourd'hui même de s'aligner ? Et la rancœur qui a habité familles et générations ? Et le désespoir juvénile ? Et le tissu social froissé ou déchiré ? Et l'économie bradée ? Et Ben Talha ? Et Raïs ? Et Béni Messous ? Et Relizane ? Et combien d'années perdues et combien de moyens dilapidés sur le chemin de la reconstruction d'un pays qui aurait pu s'appeler l'*Algérie* ?

Alors comment veut-on banaliser le crime en cherchant à annihiler le châtement dissuasif ?

Que les faux conciliateurs aillent faire un tour du côté des tribunaux pour voir comment les gens s'y chamaillent pour de simples histoires de voisinage, de boutiquiers... Et que le conciliateur en chef se rappelle comment à longueur d'interviews il a trainé dans la boue, pour une simple querelle d'usurpateurs de pouvoir, celui qui l'a coiffé au poteau en 1979 !

Allons ! Allons ! Ce qu'a connu l'Algérie ressemble fort à une sorte d'antichambre de l'Apocalypse. Et pour que cela ne se reproduise plus, il faudra, dans la *rahma*, bien panser la plaie, mais une fois pour toutes ! Le Coran s'y prête et la Nation, par ce biais, est si prête !

Dans le Livre Saint des Algériens, le sang ne peut donner lieu à une action judiciaire publique, ni d'ailleurs à son corollaire – la grâce, d'essence régaliennne. C'est à la victime qui survit ou, le cas échéant, à ses ayants-droit de se prévaloir d'une telle procédure.

C'est en effet à la famille inconsolable du soldat, du policier, qu'il appartiendra de pardonner ! Et c'est aussi aux parents toujours en deuil de l'islamiste, du berger, du bébé, de faire preuve de clémence !

Le locataire d'El Mouradia, les généraux, les parlementaires, les dirigeants islamistes, la classe politique et la majorité du peuple – en dehors du million de personnes touchées très cruellement par la guerre civile – ne déplorent heureusement aucune perte humaine politique dans leurs familles. De quel droit alors s'approprieraient-ils donc à pardonner ? Et à pardonner quoi qui leur fût pris dans la chair des leurs ?

Le Coran est en effet le premier instrument législatif au monde à avoir appelé à l'abolition de la peine de mort... après en avoir donné le droit à qui

de droit ! [Quiconque est tué injustement, alors Nous avons donné pouvoir à son proche (parent). Qu'il ne commette pas d'excès dans le meurtre...] (Coran, 17-33).

Mais en Europe, il a fallu attendre des siècles pour voir un Alphonse Karr s'approcher de cette lumière en s'écriant : « Vous voulez abolir la peine de mort ? Alors que messieurs les assassins commencent ! »

Voilà pourquoi il sera de bon aloi de commencer par une réconciliation coranique – interfamiliale et directe – que pourrait concrétiser le diptyque ou plutôt la « bithérapie » : justice-*rahma*.

Ni le référendum, impersonnel et indirect, ni le lointain parlement officiel ne pourront éliminer le ressentiment qui s'est incrusté dans les cœurs.

En effet, la victime ne se sentira soulagée qu'une fois en possession du droit de se faire légalement justice. Et le bourreau lui-même ne retrouvera le sommeil ici-bas et, surtout, pour ce qui l'attend Demain dans l'Au-delà, qu'après avoir obtenu le quitus directement ou indirectement de la victime...

Sans cet éclairage coranique, même si la hache de guerre est apparemment enterrée, la rancune ne disparaîtra pas pour autant : elle constituera, au contraire, des bombes à retardement.

Les sages de la Nation, qui n'en a jamais manqué, se chargeront de la concrétisation d'une telle démarche noble et salvatrice, dans la liesse et, surtout, avec l'adhésion du peuple. Cela pourrait d'ailleurs préparer le terrain au travail de ceux qui n'oublient pas le verset évoquant le combat fratricide de deux groupes de croyants...

Voilà sur cette question primordiale à quoi peut servir la Nation. Car ce sera un pléonasmne que de lui demander son avis sur la réconciliation populopopulaire ! Encore faudrait-il la préserver de toute « *boullitique* ».

De guerre lasse et regrettant d'avoir voulu imité le grand calife Othmane dans son émouvante « *alayha namouûte* », beaucoup d'islamistes sont pressés d'en découdre avec cette décennie, fût-ce au prix d'une amnistie d'essence laïque. Or, ils oublient qu'accepter cette dernière, reviendrait à s'accuser, du moins à s'inculper. Et puis, Demain et Là-bas, il n'y aura, pour jouer les avocats ou les protecteurs d'outre-tombe, ni tel général, soudain devenu patriote, ni tel lointain kleptocrate, mystérieusement devenu ami...

Des islamistes convertis en laïcs sur le problème du sang, et oublieux du Jour de la Rétribution : qui l'eût cru ?

Toutefois, le projet d'amnistie ne comporte pas uniquement des bizarreries psychologique et juridique. Il comporte aussi d'autres maux inhérents

cette fois à l'avenir serein et radieux des générations futures.

En effet, tant que le ver reste dans le fruit, absoudre les différents auteurs de crimes contre l'humanité ayant ensanglanté l'Algérie, reviendrait, par un indésirable effet boomerang, à amener la Nation convalescente à risquer de rechuter dans le bûcher de la guerre fratricide.

Sans action exemplaire et dissuasive à l'encontre des différents bourreaux, alors, dans quelques années peut-être, et de deux ! Et tourne, tourne, manège !

A-t-on oublié que les grands crimes ont réellement commencé en Algérie après l'amnistie ayant assuré l'impunité aux petits bourreaux se succédant les uns aux autres jusqu'à l'automne '88 ?

C'est pour cela aussi qu'il y aurait un autre 11 janvier 1992 !

Et il y aurait aussi, et peut-être par ricochet, un autre *djebel* !

Et de nouveaux tortionnaires et de nouveaux fous !

Et de nouvelles disparitions et de nouveaux carnages...

Cela n'est nullement une extrapolation excessive, puisque certains théorisent sur la « démocratie dans plusieurs siècles, à l'instar des Européens », pendant qu'ils se hâtent, dans une sorte de course contre la montre, de tout libéraliser sauvagement. Alors, à la fois petits dictateurs et... libéraux ?

Mais leur ambivalence ne se limite pas à cette contradiction.

C'est ainsi qu'ils adorent le régime présidentiel des Etats-Unis mais en oubliant à la fois l'interdiction d'un troisième mandat à tout locataire de la Maison-Blanche, l'obligation – insupportable pour les personnes narcissiques – de se faire seconder par un vice-président et, enfin, la condition *sine qua non* pour le président d'être né *at home*...

Ainsi mal engagé et mal conçu, le projet d'amnistie risque donc, en faisant appel à la méthode Coué, de se transformer en une sorte d'auto-amnistie qui altérerait le concept noble de fraternisation, tout en ne servant pas à grand-chose si la météo nationale ou internationale se métamorphose.

La nécessaire réconciliation sera populo-populaire ou ne sera pas.

Elle ne peut concerner en premier lieu que les victimes, de part et d'autre, de la pègre qui a tout détruit. C'est-à-dire entre les faux ennemis. Entre le petit peuple et notre chère « populace » que méprisent ces étrangers qui sous-gouvernent le pays. Et cela se fera par l'entremise des vrais serviteurs de la Nation – fussent-ils institutionnels. Les faux clivages n'ont que trop duré : islamistes-

armée, Kabyles-'Arabes', francophones-arabophones, Kabyles-'barbus'...

Et toute entente entre appareils ou états-majors ne sera, au bas mot, que compromission et, pire encore, redéploiement de la *bourreaucratie*. Le temps dira d'ailleurs qui aura eu tort d'avoir fait échec à la plate-forme de Sant' Egidio. En tout cas, le sang innocent a trop coulé depuis...

Reste enfin une dernière aberration dans leur projet d'amnistie.

Que vont en effet se dire les milliers de détenus de droit commun, longtemps emprisonnés par exemple pour vol de volaille, en apprenant que les assassins du peuple se pavanent du côté des Champs-Élysées ou de Bab El Oued ? Ne regretteraient-ils pas le fait qu'ils n'aient pas été de l'équipée de Ben Talha ? Sociologie juridique, quand tu nous tiens !

Mais quand disparaîtra donc ce système qui emprisonne pendant de longues années un simple accapareur de boîtes de lessive pendant qu'il compte blanchir l'auteur de dizaines d'assassinats ? Et si une telle justice à plusieurs vitesses continue à sévir, il faudra un jour fermer les tribunaux et ouvrir les prisons afin que les petits – le plus souvent victimes de l'arrogance et de la gourmandise des « grands » – ne soient pas les seuls à payer.

Ainsi donc, encore une fois, la pharmacopée qu'ils mijotent risque d'être d'autant plus désastreuse qu'elle émane officiellement d'un « guérisseur » dont l'intérêt passe avant celui des « patients ». Sinon, comment expliquer ce projet qui ressemble à un fourre-tout donnant appétit aux Harkis, aux Pieds-noirs, aux amis de Sharon, aux pilliers de tout acabit ?

Et alors que certains cherchent à tout prix à imposer l'impunité, et que d'autres, moins calculateurs, prônent la voie de la justice, le justemilieu, coranique, semble être le passage salvateur par la justice et la bienfaisance – *'adl wa ihsân* : d'une part, le sang a trop coulé pour en redemander, mais d'autre part, il faudra aussi qu'il n'en coule plus grâce à l'équité miséricordieuse.

L'entourage des victimes guérira alors et les bourreaux, où qu'ils se trouvent, ne recommenceront plus, et ce, grâce surtout au parachèvement de notre changement psychologique, *in chaa Allah*.